

Brochure n° 3193

Convention collective nationale
BÂTIMENT
IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale
BÂTIMENT
IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 6 DÉCEMBRE 2017
RELATIF AUX SALAIRES OUVRIERS DU BÂTIMENT POUR L'ANNÉE 2018
(BRETAGNE)
NOR : ASET1850273M
IDCC : 1596,1597

Entre :
FRB Bretagne ;
Union régionale CAPEB Bretagne ;
SCOP BTP Ouest,

D'une part, et
CGT-FO ;
UNSA ;
CFDT Bretagne ;
URBC CFTC Bretagne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le barème des salaires minima applicables du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018 (base 35 heures hebdomadaires soit 151,67 mensuelles) en application des articles 12.8 et 12.9 des conventions collectives nationales du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant plus de

10 salariés) d'une part, et concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) d'autre part, et conformément à l'accord du 12 février 2002 sur les barèmes des salaires minima des ouvriers et ETAM du bâtiment, résulte du tableau ci-après.

Au 1^{er} janvier 2018

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL MINIMAL (pour 35 heures hebdomadaires soit 151,67 heures mensuelles)	TAUX HORAIRE minimal
Niveau I Ouvriers d'exécution			
– position 1	150	1 495,40	9,86
– position 2	170	1 516,20	10,00
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 568,20	10,34
Niveau III Compagnons professionnels			
– position 1	210	1 742,90	11,49
– position 2	230	1 882,70	12,41
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipes			
– position 1	250	2 022,50	13,33
– position 2	270	2 162,30	14,26

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (PF) à 275,00 € ;
- la valeur du point (VP) à 6,99 €.

Article 2

Le présent barème des salaires minimaux entrera en application à compter du 1^{er} janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2018.

Article 3

Disposition exceptionnelle

Si l'équilibre de l'accord se trouvait, au cours de son exécution, bouleversé par la survenance de circonstances économiques imprévues, les parties signataires s'engageraient à ouvrir une négociation dans les plus brefs délais.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à l'unité territoriale d'Ille-et-Vilaine, DIRECCTE Bretagne et remis au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Rennes.

Article 5

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Fait à Rennes, le 6 décembre 2017.

(Suivent les signatures.)